



**IQBIO**  
Institut québécois  
de la biodiversité

Siège social  
Département de sciences biologiques  
Université de Montréal  
C.P. 6128, Succ. Centre-ville  
Montréal (Québec) Canada H3C 3J7  
Tél.: (514) 343-7461 • Fax (514) 343-2293

## COMMENTAIRES SUR LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Institut québécois de la biodiversité (IQBIO) est un organisme sans but lucratif composé en grande majorité de **chercheurs scientifiques** oeuvrant dans les milieux universitaires, gouvernementaux et privés. Sa principale préoccupation est la conservation d'un patrimoine important, la biodiversité québécoise. Sa devise se lit ainsi : « *Voir venir pour mieux prévenir* ». Il découle de cette vision de l'avenir que, de l'expression « développement durable », l'IQBIO insiste bien davantage sur le mot « durable » que sur « développement ».

### Connaissances sur l'environnement d'abord

Des trois « enjeux » qu'elle identifie, la *Stratégie gouvernementale de développement durable* place au premier rang « Développer la connaissance ». Nous appuyons totalement cet enjeu crucial qui conditionne tous les autres. Lorsque le document gouvernemental énumère ses neuf « orientations », il se rapproche des moyens à mettre en œuvre. Personne ne saurait s'opposer à toutes ces orientations, mais le défi est de choisir des priorités d'action. On en trouve dans les « Objectifs proposés ». Ceux qui préoccupent davantage l'IQBIO sont cités aux pages 18 (notamment « Soutenir la recherche et les nouvelles pratiques et technologies... ») et 36 (« Renforcer la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et scientifique »).

Pour l'IQBIO, ces objectifs doivent appuyer la *Stratégie québécoise sur la diversité biologique* (p. 35). Car, à l'instar de chercheurs de plus en plus nombreux (e.g. le Rapport GEO4 de l'ONU et l'entrevue de Michel Loreau à la une du *Devoir* des 26 octobre et 5 novembre derniers, respectivement), l'IQBIO soutient que la **dimension environnementale** du développement durable doit **avoir préséance** sur les dimensions économique et sociale, qui **dépendront en mode accéléré de la première**. Et cette dimension environnementale ne saurait se limiter à la crise des changements climatiques, plus visible et spectaculaire que celle de la biodiversité, qui se produit de manière plus insidieuse parce qu'elle est moins visible. On doit remplacer la vision trop myope, économique, sociale et... politique axée sur l'immédiat par une véritable vision sur un avenir durable. Et accorder plus de place au préventif, moins myope que le curatif : des urgences et des gens qui crient plus fort que les autres, il y en aura toujours dans l'immédiat et dans les sondages pour gober tous les crédits budgétaires de l'État. Le courage politique, c'est d'augmenter dès maintenant les crédits et investissements environnementaux malgré tous ces cris.

## Patrimoine scientifique et culturel négligé

Le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard sont les seules provinces canadiennes qui n'ont pas de grand musée d'état en sciences naturelles avec large mandat de recherche sur leur biodiversité. Les grands musées du monde présentent des expositions, nécessaires pour sensibiliser le public aux enjeux environnementaux, mais recèlent aussi de grandes collections de recherche étudiées par des chercheurs qui contribuent puissamment au développement des connaissances sur la biodiversité. On ignore trop qu'ils contribuent considérablement aux recherches écologiques de pointe. Plusieurs musées ou centres d'exposition au Québec présentent des expositions en sciences naturelles. Certains, comme le Musée de la nature et des sciences à Sherbrooke ou le Musée Peter Redpath de l'Université McGill, le font avec une expertise certaine, mais d'autres se contentent d'imiter tant bien que mal.

Les plus grands musées, comme celui de la Smithsonian Institution à Washington, malgré des coupures récentes dans leurs ressources, ont les moyens de documenter la biodiversité planétaire, en plus de celle des Etats-Unis. Les plus petits reçoivent de leur état ou de leur province, parfois de leur municipalité, le mandat de s'occuper de leur biodiversité territoriale. Le Québec, à ce chapitre, fait figure d'indigent, moins bien pourvu, à la limite, que certains pays du tiers monde... Les universités, et certains services gouvernementaux, gèrent tant bien que mal des collections de recherche. Cette gestion, et les connaissances qu'on en tire, se font en suppléance, en l'absence de tout mandat explicite de l'État, ou avec des mandats très appliqués à l'exploitation des ressources ou tributaires des *lobbies*. Et une portion croissante des connaissances sur la biodiversité taxonomique (i.e. sur nos espèces) est acquise par des collectionneurs privés autodidactes qui, pour le plaisir, avec leurs maigres ressources et sans mandat eux non plus, ne doivent rien à l'État.

Un « *Consortium des universités canadiennes pour la biodiversité* », dirigé par des chercheurs de l'Université de Montréal en partenariat avec la Ville de Montréal, vient d'obtenir une importante subvention de la Fondation canadienne pour l'Innovation, appuyée par le Gouvernement du Québec. Un centre sera bientôt construit sur les terrains du Jardin botanique de Montréal. Cette initiative est fort importante et constitue un pas dans la bonne direction. Toutefois, il semble que seulement trois collections de recherche québécoises y seront conservées, toutes montréalaises et largement centrées sur la biodiversité terrestre, sur les quelque 250 que l'IQBIO a recensées à ce jour, avec l'aide de l'ex-ministère de l'Environnement du Québec. Les collections aquatiques, d'eaux douces et marines, et les collections de Vertébrés sont ignorées, et le potentiel d'agrandissement de ce centre semble limité.

Comme dans le domaine des expositions, le Québec poursuit donc le développement de ses connaissances en biodiversité dans une certaine dispersion,

beaucoup d'indigence, et une grande indifférence envers son **patrimoine scientifique** (p. 36 du document gouvernemental de consultation). Ce patrimoine scientifique devrait être mieux défini dans la Stratégie. L'IQBIO vous rappelle en outre, madame la ministre, qui avez été responsable de la culture, que de bonnes collections de recherche constituent un **patrimoine à la fois scientifique et culturel**. Car le nouveau rapport à la nature que préconise le biologiste Michel Loreau interpelle tous les citoyens : bien connaître les beautés de la nature qui nous entoure, nous procure sérénité et bien-être, en plus de nous aider à survivre, c'est approfondir sa culture. Et comme le préconise depuis fort longtemps l'écologiste Pierre Dansereau, un certain niveau de connaissances scientifiques doit faire partie intégrale de la culture de tout bon citoyen. L'IQBIO déplore donc qu'il ne soit nulle part question, dans les objectifs portant sur le patrimoine scientifique et culturel, des nombreuses collections de recherche présentes sur le territoire québécois.

### **Rôle des institutions stables**

Des « grands projets » dont une partie de l'opinion a déploré le rejet, l'IQBIO en voit certains qui sont plus durables que d'autres pour le bien commun. Celui de la Grande Bibliothèque est de ceux-là. Bien sûr, il a commandé des investissements gouvernementaux importants, mais les retombées de longue durée pour le niveau d'instruction, de connaissances fondamentales et de bien-être de la société toute entière sont plus importantes que celles d'un grand parc d'amusement et de loterie. Les grandes institutions, stables en raison d'un financement récurrent, constituent des pôles autour desquels gravitent plusieurs groupes créateurs d'emplois et multiplicateurs de retombées scientifiques, culturelles et...économiques, en raison de la qualité de vie qu'elles engendrent.

La responsabilité de l'État est d'aussi grande importance dans le domaine de l'environnement. L'éveil environnemental récent d'une opinion publique québécoise de plus en plus instruite n'est pas un phénomène passager. Elle réclamera non seulement les actions concrètes nécessaires dans les nombreuses dégradations locales ou régionales de son environnement mais aussi des lois plus mordantes et des investissements porteurs d'avenir analogues à celui de la Grande Bibliothèque. Un exemple : une grande institution publique ou parapublique mandatée pour accroître considérablement les **connaissances fondamentales sur la biodiversité québécoise** dont la société aura cruellement besoin dans un avenir rapproché. Aucune entreprise privée axée sur la rentabilité immédiate n'aura d'intérêt dans un tel investissement, et aucun organisme sans but lucratif comme l'IQBIO n'aura les ressources nécessaires pour le faire. Voilà un « grand projet » digne d'un gouvernement animé par une véritable vision d'avenir. Et voilà un « grand projet » que plusieurs grandes entreprises privées aux dirigeants éclairés appuieront puissamment.

## La Déclaration Buffon

C'est dans ce contexte de ressources insuffisantes eu égard aux besoins, qui n'est pas exclusif au Québec, que 93 institutions de sciences naturelles de 36 pays réunies en colloque à Paris en octobre dernier, ont produit une « **Déclaration Buffon** » à laquelle l'IQBIO s'associe totalement et qu'il annexe au présent commentaire. Intitulée plus longuement « *Les institutions d'histoire naturelle et la crise de l'environnement* », cette déclaration souligne l'importance vitale des collections de recherche pour la gestion durable de la biodiversité, par conséquent pour un développement durable, et elle déplore le sous-financement croissant de ces collections de recherche. La première recommandation de la Déclaration Buffon se lit comme suit :

**« Nous appelons donc les États et les organisations compétentes à apporter un plus grand soutien à la conservation de ces collections irremplaçables. »**

L'IQBIO endosse pleinement cet appel et le transmet, par la présente, à la commission responsable de la Stratégie gouvernementale de développement durable. Nous croyons que cette stratégie doit inclure, parmi ses objectifs (suite à l'objectif 21), un engagement clair du gouvernement sur l'urgence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la mise en valeur de ce patrimoine irremplaçable.

L'IQBIO propose son expertise au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour faire avancer la mission principale qu'il s'est donnée, soit la sauvegarde et la mise en valeur des collections québécoises de recherche en biodiversité. Une portion du « Fonds vert » projeté pour la cause environnementale devrait être dédiée à ce type d'investissement tourné vers l'avenir, l'autre portion étant tournée vers les actions réparatrices immédiates.

12 novembre 2007

Annexe : 2 pages suivantes.

## « Déclaration Buffon »

### Les institutions d'histoire naturelle et la crise de l'environnement

Message final  
du Symposium Buffon – 18 et 19 octobre 2007  
Muséum national d'Histoire naturelle, Paris

Les représentants de 93 institutions naturalistes (muséums d'histoire naturelle et instituts de recherche, jardins botaniques, zoos ...), en provenance de 36 pays de tous les continents, se sont réunis à Paris les 18 et 19 octobre 2007 à l'occasion du tricentenaire de la naissance de Buffon, l'un des grands fondateurs de l'étude scientifique de la diversité de la vie.

La science étant essentielle à la gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes et donc à la survie de l'humanité sur cette planète, la contribution de ces institutions est vitale à quatre titres :

- a) Elles sont les principaux dépositaires des échantillons scientifiques sur lesquels est fondée en dernier ressort la compréhension de la diversité de la vie.
- b) Grâce à une recherche de pointe, elles étendent les connaissances sur la structure et la dynamique de la biodiversité présente et passée.
- c) Par leurs partenariats et leurs programmes de formation et de renforcement de capacité, elles accroissent les chances de relever les défis environnementaux actuels et futurs à l'échelle mondiale.
- d) Elles offrent à la société civile un forum et un lieu d'engagement direct, indispensables au changement des comportements dont dépendent notre futur commun et l'avenir de la nature.

Les institutions d'histoire naturelle ont aujourd'hui une responsabilité particulière face à l'extinction en cours de la biodiversité mondiale. Les approches courantes ne permettent pas de relever ce défi. Nous réaffirmons donc notre engagement à travailler ensemble et à développer de nouvelles approches intégrées pour comprendre et affronter la crise environnementale, et pour en communiquer les éléments au public, aux décideurs politiques et à l'ensemble des parties prenantes.

Nous faisons trois recommandations :

1 - Les collections de spécimens et les autres bases de données d'histoire naturelle constituent un modèle de la variabilité de la nature et font partie de l'infrastructure scientifique mondiale (comme le démontre aujourd'hui le Forum Mondial de la Science de l'OCDE). Elles sont des outils indispensables pour comprendre l'impact du changement climatique et de la perte de la biodiversité ainsi que d'autres défis

environnementaux. Les collections d'histoire naturelle sont néanmoins en train de disparaître dans de nombreux pays en raison d'un manque de financement.

**Nous appelons donc les Etats et les organisations compétentes à apporter un plus grand soutien à la conservation de ces collections irremplaçables.**

2 - La recherche naturaliste de terrain est essentielle pour la poursuite de la collecte et la diffusion d'informations, comme pour les programmes de formation et de renforcement de capacité. La communauté des institutions d'histoire naturelle a développé et continuera à développer et à mettre en œuvre les meilleures pratiques dans ce domaine. Cependant, l'évolution politique actuelle issue de la Convention sur la Diversité Biologique des Nations Unies rend la recherche scientifique, et la gestion des collections utilisées pour cette recherche, de plus en plus difficile et coûteuse.

**Nous demandons donc aux gouvernements et à la Convention sur la Diversité Biologique :**

- de reconnaître la différence entre la bioprospection à des fins commerciales et la recherche scientifique menée pour le bien public et
- de faciliter la collecte non-commerciale d'échantillons de biodiversité et le mouvement des spécimens dans leurs approches de l'Accès et du Partage équitable des Bénéfices (ABS), y compris dans la définition des politiques et des réglementations.

3 – L'évolution est sans conteste l'explication la plus recevable de la diversité de la vie. Il est essentiel que seules de telles approches empiriques et testables soient acceptées comme « scientifiques » dans les débats sur l'évolution. **Nous insistons sur l'importance d'apporter un soutien à la diffusion des perspectives ouvertes par la science, ce qui est notre tâche en tant qu'organisations tournées vers le grand public, et à l'enseignement de l'évolution dans les écoles.**

**En conclusion,** les participants au Symposium Buffon expriment le souhait que les scientifiques, les responsables politiques et la société civile unissent leurs efforts pour parvenir à une gestion durable de la nature, à un maintien et une restauration des écosystèmes et des services rendus par ceux-ci, dont la civilisation dépend. Nous réaffirmons notre conviction qu'un modèle de développement prospère et compatible avec une nature durable est possible. Nous sommes pleins d'enthousiasme quant aux contributions que nous pouvons apporter dans ce contexte, à travers nos missions qui consistent à étendre notre connaissance de la nature, former des spécialistes de toutes sortes et partager les connaissances acquises avec le public, en particulier les jeunes. Nous affirmons fermement notre capacité à être le lieu de rencontre de l'ensemble des acteurs concernés pour développer de nouvelles idées et approches, sans aucun préjugé.

\* \* \* \* \*